

Unité départementale de la Côte-d'Or
21 Bld Voltaire
CS 27912
21035 Dijon

Dijon, le 04/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ADHEX TECHNOLOGIES

44 RUE DE LONGVIC
21300 Chenôve

Références : 2026-196
Code AIOT : 0005401162

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2026 dans l'établissement ADHEX TECHNOLOGIES implanté 44 RUE DE LONGVIC 21300 Chenôve. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le site Adhex Technologies est soumis à la directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, appelée directive IED, au titre de la rubrique 3670 - Traitement de surface de matières, d'objets ou de produits à l'aide de solvants organiques (STS). L'exploitant a donc fourni au préfet un dossier de réexamen IED à la suite de la parution des conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) vis-à-vis du BREF STS. L'arrêté ministériel du 03/02/2022 est entré en vigueur quatre ans après la parution au Journal officiel de l'Union européenne soit en décembre 2024. L'inspection a donc pour objectif de vérifier la conformité de l'exploitant vis-à-vis de cet arrêté.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ADHEX TECHNOLOGIES
- 44 RUE DE LONGVIC 21300 Chenôve
- Code AIOT : 0005401162
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est spécialisé dans la fabrication d'adhésifs à usage industriel (automobile par exemple) et pharmaceutique. L'entreprise est présente sur 3 secteurs d'activités principaux (Automobile, Santé, Bâtiments) et emploie 350 personnes.

Thèmes de l'inspection :

- IED-MTD

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	OTNOC	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Plan de Gestion des Solvants	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.6.1.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
6	Rétention	Arrêté Préfectoral du 27/06/2012, article 7.4.3	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Fréquence de Surveillance	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.2.	Sans objet
2	Respect des valeurs d'émission de DMF	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7°C	Sans objet
3	Respect des valeurs d'émission de COVT	Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.6.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La thématique abordée lors de l'inspection porte sur les rejets atmosphériques. Il ressort que l'exploitant respecte les valeurs limites d'émissions qui lui sont applicables. Cependant, il est attendu de l'exploitant des actions d'amélioration sur la gestion des conditions d'exploitation autres que normales (Other Than Normal Operating Conditions - OTNOC) et sur le niveau de détail

et de complétude du plan de gestion des solvants (PGS) afin de pouvoir conclure sur la conformité au pourcentage d'émissions totales de Composés Organiques Volatils (COV) rejetés dans l'atmosphère. De plus, lors de la visite terrain, il a été constaté que des produits chimiques étaient posés à même le sol.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fréquence de Surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.2.

Thème(s) : Risques chroniques, Fréquence de surveillance

Prescription contrôlée :

L'exploitant réalise la surveillance de ses émissions dans les gaz résiduels en utilisant des méthodes d'analyse lui permettant de réaliser des mesures fiables, répétables et reproductibles. Les normes mentionnées ci-dessous sont réputées permettre l'obtention de données d'une qualité scientifique suffisante.

Substance Paramètre	Secteurs/Sources	Norme(s)	Fréquence minimale de surveillance
COVT	Tous secteurs (Toute cheminée avec un flux de COVT < 10 kg C/h)	NF EN 12619	Une fois par an
NOX	T r a i t e m e n t t h e r m i q u e d e s e f f l u e n t s g a z e u x	NF EN 14792	Une fois par an
CO	T r a i t e m e n t t h e r m i q u e d e s e f f l u e n t s g a z e u x	NF EN 15058	Une fois par an
DMF	Revêtement de textiles, de films métalliques et de papier	Pas de norme EN disponible	Une fois tous les trois mois

Article 9.2.1.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 27 juin 2012

Paramètre	Type de mesure ou d'estimation	Fréquence
COVNM	PGS	Annuelle par organisme agréé

COVNM	PGS	Annuelle par organisme agréé
COV spécifiques	PGS	Annuelle par organisme agréé

Constats :

L'exploitant a présenté les rapports de mesure des rejets atmosphériques (paramètres surveillés : COVT - NOX - CO - DMF) du 26/11/2024 et du 11/03/2026 ainsi que les rapports de mesure des rejets atmosphériques (paramètres surveillés : COVT - NOX - CO - sans DMF) du 26/11/2024 et du 20/11/2025 (lié à un contrôle inopiné).

L'exploitant a indiqué décaler l'analyse des rejets atmosphériques avec DMF car ces produits sont utilisés de manière non régulière et qu'il lui est difficile de prévoir ces analyses.

L'exploitant a précisé dans son dossier de réexamen au titre de la MTD 11 (émissions dans les gaz résiduaux) que la fréquence de surveillance des émissions applicables à ADHEX technologies est la suivante : diméthylformamide (DMF) tous les trois mois.

Observation :

L'inspection a invité l'exploitant à renouveler l'analyse de rejets atmosphériques avec DMF en novembre 2026 afin de respecter la fréquence prévue par son arrêté préfectoral (fréquence annuelle).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La périodicité de mesure du DMF est par défaut de tous les trois mois. En cas de non utilisation de DMF sur une période excédant 3 mois, l'exploitant pourra justifier de ne pas procéder aux mesures tous les trois mois et respecter alors a minima la périodicité annuelle.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Respect des valeurs d'émission de DMF

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27-7°c

Thème(s) : Risques chroniques, Respect des valeurs d'émission de DMF

Prescription contrôlée :

Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. Si ce remplacement n'est pas techniquement et économiquement possible, la valeur limite d'émission de 2 mg/m³ en COV est imposée, si le flux horaire maximal de l'ensemble de l'installation est supérieur ou égal à 10 g/h. La valeur limite d'émission ci-dessus se rapporte à la somme massique des différents composés.

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de mesure de rejets atmosphériques de DMF du 11/03/2026. Dans ce rapport, il est précisé que le flux massique de DMF est de 32,8 g/h. La VLE de l'arrêté ministériel du 02/02/98 est donc applicable à ce point de rejet. La concentration en DMF est de 1 033,19 µg/m³ soit 1,033 mg/m³. La valeur est donc conforme au seuil réglementaire.

Observation :

Sur le rapport du 11/03/2026, il est indiqué que l'exploitant respecte la VLE de 10 mg/m³ prévue par l'arrêté préfectoral du site. Or, l'exploitant doit respecter la VLE applicable la plus restrictive, en l'occurrence la VLE de 2mg/m³ prévue par l'arrêté ministériel du 02/02/98, les prochains rapports de rejets atmosphériques devront donc faire référence à cette VLE.

NOTA : cette référence à l'arrêté ministériel du 02/02/1998 est présente dans l'arrêté ministériel du 03 février 2022 : *"Les dispositions et valeurs limites d'émission mentionnées à l'article 9.1 (II) de l'arrêté ministériel du 13 décembre 2019 et à l'article 27,7°, c de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatives aux composés organiques volatils à mention de danger spécifique s'appliquent à tous les secteurs d'activité listés ci-après."*

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Respect des valeurs d'émission de COVT

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.6.1.3

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions en cas d'utilisation d'un traitement thermique des solvants

Prescription contrôlée :

Lorsque l'exploitant utilise un système de traitement thermique des solvants organiques contenus dans les effluents gazeux, l'exploitant respecte les valeurs limites d'émission suivantes :

Paramètre	Unité	VLE
NOX	mg équivalent NO2 / Nm3	100 (2)
CO	mg/Nm3	100
COVT	mg C/Nm3	20

Constats :

L'exploitant a présenté le rapport de mesure des rejets atmosphériques du 20/11/2025. Il s'agit d'un rapport de contrôle inopiné qui peut se substituer à l'analyse effectuée par l'exploitant car les conditions de réalisation et de fréquence sont remplies. Dans le cas de ce contrôle inopiné, il n'a pas été mis en œuvre de DMF ce qui permet de vérifier la conformité aux trois paramètres (NOX - CO - COVT).

Les valeurs en COVT sont égales à 3,28, 3,33, 3,26 mg C/Nm³ (moyenne de 3,29 mg C/Nm3).

Les valeurs de CO et de NOx de la sortie aval de l'oxydateur sont égales à 0. (A noter qu'à l'amont de l'oxydateur, ces valeurs sont respectivement égales à 4.92 mg/Nm³ et 2.04 mg/Nm³ sur gaz sec eq. NO²).

Les valeurs sont donc conformes aux seuils réglementaires.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : OTNOC

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 2.9.4

Thème(s) : Risques chroniques, OTNOC

Prescription contrôlée :

L'exploitant réduit la fréquence des OTNOC et réduit les émissions lors des OTNOC en appliquant les deux techniques énumérées ci-dessous.

Technique Description :

- a. Détermination des équipements critiques : Les équipements critiques pour la protection de l'environnement (« équipements critiques ») sont déterminés sur la base d'une évaluation des risques. En principe, il s'agit de tous les équipements et systèmes qui prennent en charge des COV (par exemple, le système de traitement des effluents gazeux, le système de détection des fuites).
- b. Inspection, maintenance et surveillance : Il s'agit d'un programme structuré visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques, et qui comprend des modes opératoires normalisés, une maintenance préventive et une maintenance régulière et non programmée. Les périodes d'OTNOC, leur durée, leurs causes et, dans la mesure du possible, les émissions générées dans ces circonstances font l'objet d'une surveillance.

Constats :

L'exploitant dispose de 4 lignes de production :

- la ligne TP 2000 (ligne solvantée),
- la ligne KMEC (ligne solvantée),
- la ligne MHM 1 600 (non solvantée)
- la ligne MHM 380 (non solvantée).

L'exploitant dispose d'un oxydateur relié à ces deux lignes de production solvantées.

L'exploitant a indiqué que l'équipement critique du site est le système de traitement des effluents gazeux. Pour gérer les défaillances possibles, l'exploitant a mis en place une procédure nommée "Procédure opérationnelle/Plan de surveillance MGTEC" consistant à mesurer en interne une fois par mois les COVT en aval de l'oxydateur. En cas de résultats non habituels (augmentation significative), l'exploitant fait appel à la maintenance interne pour trouver et réparer le dysfonctionnement. L'exploitant dispose d'un tableau qui recense les jours de tests, les résultats ainsi que les lignes testées.

L'exploitant n'était pas en mesure de déterminer d'autres équipements critiques pour la protection de l'environnement.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant déterminera l'ensemble des équipements critiques et procédera à un programme structuré visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques (ex : système de captage et de canalisation des émissions en direction de l'oxydateur, ...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Plan de Gestion des Solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/02/2022, article 3.6.1.1

Thème(s) : Risques chroniques, Plan de Gestion de Solvant

Prescription contrôlée :

2.9.1. Plan de gestion des solvants

Surveillance des émissions totales et diffuses de COV par bilan massique (au-moins 1 fois par an) des entrées et sorties de COV et réduction des incertitudes relatives au bilan.

3.6.1.1. Émissions totales de COV

L'exploitant respecte, pour les émissions totales de COV, la valeur limite d'émissions suivantes :

Paramètre	Unité	VLE
Total des émissions de COV calculé d'après le plan de gestion des solvants	Pourcentage (%) des solvants organiques utilisés à l'entrée	3

Constats :

L'exploitant a transmis sous GEREP le Plan de Gestion des Solvants de l'année 2025. La partie bilan conclut à une émission totale de COV de 2.81%.

Cependant l'inspection a constaté que :

- le choix du solvant utilisé pour la mesure n'est pas justifié (produit le plus utilisé ? produit contenant le plus de COV ?)et ce afin de permettre de s'assurer de la représentativité des résultats ;

- la pourcentage de solvant utilisé dans le calcul de O1 n'est pas égal à 100% ;

- la conclusion du PGS de 2025 est un copié/collé de la quantité de 2024 ;

- des incohérences de valeurs de I1 (consommation annuelle de solvants) sont présentes (page 6 et page 3).

Les résultats des calculs amont permettent de définir l'émission totale de COV du site. Par

conséquent, l'inspection n'est pas en mesure de conclure sur la conformité du site.

Par ailleurs, il convient d'améliorer la qualité du plan de gestion de solvants en intégrant :

- les présentations des lignes de production ou des procédés ainsi que des schémas explicatifs ;

- le détail du calcul de I1. Il convient de préciser la quantité de produit utilisé ainsi que le pourcentage de solvants ou d'extraits secs, le pourcentage d'eau, ... dans celle-ci. Les justificatifs peuvent être en annexe du PGS ou dans un document à part mais tenu à disposition de l'inspection ;

- le détail du calcul de O3 (part de 0.5% de solvants résiduels restant dans les produits) ;

- le détail du calcul de O5 (solvants détruits).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant déposera un nouveau plan de gestion des solvants sous GEREP.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Rétention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/06/2012, article 7.4.3

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Constats :

Constat Inspection du 14/03/2025

L'inspection a constaté dans la zone 3 deux contenants en cours d'utilisation, mis à la terre, avec le code SAP 750 5806, sans disposer de rétention. L'exploitant a indiqué que ce produit devrait être sous rétention.

Constat Inspection du 22/04/2026

Non conformité:

Lors de la visite terrain, l'inspection a constaté à nouveau au niveau de la ligne TP 2000 la présence de 2 GRV, mis à la terre, et posés au sol sans dispositif de rétention. L'exploitant a indiqué ne pas pouvoir mettre en place des rétentions mobiles à cet endroit car la hauteur sous plafond et la largeur ne permettent pas de les contenir. L'exploitant a indiqué être actuellement en cours de rédaction d'une demande de dérogation pour ne pas disposer de rétention pour ces substances.

<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit justifier que la substance présente au niveau de la ligne TP 2000 n'est pas de nature à créer une pollution des eaux ou des sols. La justification peut être portée soit par la non dangerosité de ce produit, soit par la non propagation du produit en dehors de la zone. Pour cela, l'exploitant doit justifier que le sol est étanche, qu'il n'existe pas de regard ou d'accès vers l'extérieur (trou, porte, etc.), que le produit est compatible avec les matériaux présents dans la zone et que des modalités organisationnelles permettent de rapidement détecter et contenir une fuite éventuelle.</p> <p>Si cela n'est pas possible, il est attendu de l'exploitant de modifier ses processus (réduction de la quantité de produit présent donc possibilité de la mise sur rétention) ou choix d'un autre moyen de rétention (salle sur rétention, etc.)</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>